



En juillet 2016, le Wilfried Martens Centre for European Studies (WMCES) a publié un rapport sur l'influence russe en Europe, sujet particulièrement important dans le contexte actuel, intitulé *The Bear in Sheep's Clothing, Russia's Government-Funded Organisations in the EU*. Ce rapport met directement en cause l'Institut français des relations internationales (Ifri), en affirmant que ce dernier serait un relais d'influence russe et aurait bénéficié de financements de *Gazprom*. L'Ifri a démenti ces allégations mensongères.

Par courrier en date du 30 août 2016, l'Ifri a demandé au WMCES d'apporter un correctif et de prendre en compte ses publications et autres productions sur la Russie avant d'émettre un tel jugement. La réponse du WMCES en date du 16 septembre 2016 est spécieuse sur le fond. Par courrier en date du 22 septembre 2016, l'Ifri a informé les instances de gouvernance du WMCES des risques sérieux que ce rapport faisait peser sur la crédibilité institutionnelle du WMCES. A la suite de ce courrier, le WMCES a proposé en date du 24 novembre 2016 une rencontre qui s'est tenue, à l'Ifri à Paris, le 20 décembre 2016. Au cours de cet échange, les représentants du WMCES ont refusé d'apporter la moindre preuve factuelle et la moindre explication intellectuelle, en se murant derrière une argumentation juridique.

Par conséquent, l'Ifri souhaite préciser les points suivants :

- 1- Sur le plan méthodologique, le rapport du WMCES ignore les règles élémentaires de la recherche scientifique. L'accusation à l'encontre de l'Ifri s'appuie sur un unique témoignage anonyme. Il n'a pas été croisé avec d'autres sources. L'Ifri n'a jamais été interrogé par les auteurs du rapport du WMCES. Ces derniers ont construit une argumentation mensongère, qui dénote une approche à charge sans aucune exigence scientifique dans le simple établissement des faits. En outre, la production de l'Ifri sur la Russie, pourtant facilement accessible, n'a fait l'objet d'aucune analyse.
- 2- Sur le plan organisationnel, l'Ifri est obligé de constater les errements du WMCES dans la production du rapport. En effet, le relecteur du rapport avait recommandé, en juin 2016, de ne pas publier la partie consacrée à l'Ifri: "One of the specific issues I proposed in my review was to remove the reference to Ifri (the Institut francais des relations internationales). I did so because the paper presented no evidence to substantiate what is a very serious claim about a respected institution that publishes what I and others regard as high quality research about Russia. By including the specific reference to Ifri without providing supporting disclosed evidence, you risk weakening the important research and arguments in the paper about the ways the Russian government seeks to influence internationally the debate about Russia and European policies", indique-t-il, dans un message adressé au WMCES en date du 17 septembre 2016.
- 3- Sur le plan déontologique, le rapport et l'attitude des représentants du WMCES soulèvent des questions sur son intégrité et son caractère partisan. Sur un sujet aussi sensible que l'influence russe, le procédé consistant à attaquer et à diffamer des institutions et des personnes physiques qui leur sont liées ouvrent la voie à toutes les suppositions et à toutes manipulations. Ce procédé est radicalement incompatible avec la déontologie des *think tanks* dont la légitimité collective repose sur une méthodologie partagée. Celle-ci exige d'établir les faits, de mener un travail de terrain, de maîtriser la littérature sur le sujet traité et enfin d'organiser le débat en respectant la pluralité des points de vue. Les *think tanks* ne sont ni des organes partisans ni des trublions médiatiques, mais des structures de recherche et de débat accueillant des chercheurs qualifiés travaillant sur des bases objectives. La liberté d'expression et de recherche est aussi une éthique de responsabilité.

L'Ifri déplore le manque de responsabilité du WMCES et espère que son équipe fera, à l'avenir, preuve d'un minimum de sérieux.